



**DIRECTION DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DU PATRIMOINE (DAIP) –
DEPARTEMENT GENIE CLIMATIQUE ET PLOMBERIE**

TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT DES COUVERTURES ET CHENEAUX

ACCORD-CADRE 25M042

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

S O M M A I R E

ARTICLE PREMIER – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
1.2 ALLOTISSEMENT	4
1.3 PROCEDURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
1.4 DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
1.5 DEROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE DES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE	4
1.6 MONTANTS	4
1.7 LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES	5
2.1 PIECES PARTICULIERES.....	5
2.2 PIECES GENERALES PROPRES A L'ASSEMBLEE NATIONALE	5
2.3 AUTRES PIECES GENERALES	5
2.4 PIECES FOURNIES PAR LE TITULAIRE	5
ARTICLE 3 – RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE	6
3.1 – ACHETEUR	6
3.2 REPRESENTANTS DU TITULAIRE	6
3.3 FORMES DES NOTIFICATIONS ENTRE LES PARTIES	7
ARTICLE 4 – PÉRIODES D'ACTIVITÉ ET CONTRAINTES INHÉRENTES AU FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	7
4.1 PERIODES DE SUSPENSION DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES	7
4.2 PERIODES PENDANT LESQUELLES SE DEROULENT LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES	8
ARTICLE 5 – EMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	8
5.1- MODALITES D'EMISSION DES ORDRES DE SERVICE	8
5.2- ÉMISSION DES DEVIS.....	9
5.3 – CONTENU DES ORDRES DE SERVICE.....	9
5.4 – DELAIS D'INTERVENTION ET D'EXECUTION	10
5.5 -ANNULATION OU MODIFICATION D'UN ORDRE DE SERVICE	10
5.6 – TRAVAUX EN URGENCE	10
ARTICLE 6 – SOUS-TRAITANCE	11
6.1 DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS D'EXECUTION	11
6.2 CONDITIONS D'INTERVENTION DES SOUS-TRAITANTS	12
6.3 MODALITES DE PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS.....	12
6.4 NON DECLARATION D'UN SOUS-TRAITANT	12
ARTICLE 7 – PRIX DE L'ACCORD CADRE	13
7.1– PRESTATIONS FOURNIES GRATUITEMENT AU TITULAIRE	13
7.2-CONTENU ET CARACTERISTIQUES DES PRIX.....	13
7.3 -VARIATION DU PRIX.....	13
7.4 - PRESTATIONS SIMILAIRES.....	15
ARTICLE 8 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	15

8.1- RETENUE DE GARANTIE ET CAUTIONNEMENT	15
8.2- AVANCE	15
ARTICLE 9 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT	16
9.1 MODE DE REGLEMENT	16
9.2– COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	16
9.3– REPARTITION DES PAIEMENTS EN CAS DE GROUPEMENT OU DE SOUS-TRAITANCE	16
9.4– PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	16
ARTICLE 10 – PRÉPARATION, EXÉCUTION ET CONTRÔLE DES TRAVAUX.....	18
10.1– PERIODE DE PREPARATION	18
10.2– PRODUITS DE DEMOLITION	18
10.3– HORAIRES DE TRAVAIL	18
10.4– ARRETS DE CHANTIER.....	18
10.5– PARTICIPATION AUX REUNIONS DE L’ASSEMBLEE NATIONALE	18
10.6– ACCES AUX LOCAUX.....	19
10.7– REMPLACEMENT D’UN MEMBRE DU PERSONNEL	19
10.8– RECEPTION DES TRAVAUX – DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	19
10.9– ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES	19
10.10– GARANTIE ET PROVENANCE DES MATERIAUX	19
10.11– GESTION DES DECHETS DE CHANTIER.....	19
ARTICLE 11 – MESURES COERCITIVES - PÉNALITES	20
11.1– MESURES COERCITIVES.....	20
11.2– PENALITES	20
ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	22
12.1– OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	22
12.2– PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	23
ARTICLE 13 – RÉILIATION DE L’ACCORD-CADRE	23
ARTICLE 14 – RESPONSABILITÉS - ASSURANCES	24
14.1– RESPONSABILITES.....	24
14.2– ASSURANCES A SOUSCRIRE.....	24
ARTICLE 15 – RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ	25
ARTICLE 16 – CLAUSES DE RÉEXAMEN	26
ARTICLE 17 – CONTENTIEUX - LANGUES.....	26
ARTICLE 18 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	27

ARTICLE PREMIER – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet la réalisation de travaux d'entretien courant des couvertures et chéneaux des bâtiments de l'Assemblée nationale.

Ces prestations consistent en des travaux courant d'amélioration ou de maintien en état des installations existantes.

Les dispositions du cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et du bordereau des prix unitaires (BPU) ainsi que des pièces techniques générales de l'Assemblée nationale, décrivent les prestations à la charge du titulaire, leurs conditions de réalisation ainsi que les contraintes particulières spécifiques aux locaux concernés.

1.2 Allotissement

Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

1.3 Procédure et forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure adaptée en application des articles L. 2123 1, R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du code de la commande publique (CCP).

Il revêt la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique. L'acheteur passe les bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

1.4 Durée de l'accord-cadre

1.4.1 Durée de validité de l'accord-cadre

La durée de validité de l'accord-cadre est la durée pendant laquelle les bons de peuvent être émis.

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de sa date de notification. Il est reconduit tacitement une (1) fois pour la même durée (24 mois).

En cas de non-reconduction, le titulaire du marché en est informé par lettre recommandée avec accusé réception au moins trois (3) mois avant la date de la reconduction. La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnisation au profit du titulaire.

1.4.2 Durée maximum d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Passé ce délai, aucun bon de commande ne peut être notifié. Toutefois, les bons de commande déjà notifiés s'exécutent jusqu'à leur terme. Leur durée d'exécution ne saurait dépasser de plus de 3 mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

1.5 Dérogation au principe d'exclusivité des titulaires de l'accord-cadre

Il est à noter que des marchés relatifs à des travaux d'entretien des couvertures et chéneaux peuvent être conclus en dehors de l'accord-cadre dès lors que des spécificités techniques, particulièrement complexes et/ou majoritairement non prévues par le présent accord-cadre, nécessitent une remise en concurrence *ad hoc*, sans pour autant qu'il soit interdit au titulaire du présent accord-cadre d'y répondre.

1.6 Montants

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum mais fixe un montant maximum de 200 000 € TTC sur 2 ans soit 400 000 € TTC sur quatre ans.

1.7 Lieux d'exécution des prestations

Les prestations sont exécutées sur l'ensemble des sites de l'Assemblée nationale (tous localisés à Paris, 75007) :

- Palais Bourbon (126 et 128, rue de l'Université) ;
- Ensemble immobilier du 3, rue Aristide Briand (y compris le bâtiment sis 110, rue de l'Université) ;
- Ensemble immobilier du 233, boulevard Saint-Germain (y compris le bâtiment sis 235, boulevard Saint-Germain) ;
- Ensemble immobilier « Jacques Chaban-Delmas » (101 et 103 rue, rue de l'Université – y compris le bâtiment sis 32, rue Saint-Dominique) ;
- Immeuble du 95, rue de l'Université ;
- Ensemble Immobilier Olympe de Gouges regroupant l'Immeuble du 33, rue Saint Dominique (Las Cases) et l'immeuble du 35 rue Saint Dominique ;
- 15 Quai Anatole France à partir de juillet 2027 (Cette date est susceptible d'évoluer).

L'adresse d'exécution des prestations est précisée sur chaque bon de commande édité par la direction des Affaires immobilières et du patrimoine.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du présent accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- 1) L'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre, dûment complété et signé par les représentants de l'Assemblée nationale et du titulaire, et ses annexes (dont le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- 2) Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe « protection des données à caractère personnel » ;
- 3) Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes : **(IMPORTANT : pour des raisons de sécurité et de confidentialité, les plans listés au format pdf figurant au CCTP seront remis aux entreprises le jour de la visite) ;**
- 4) Les ordres de service valant bons de commande émis par le directeur des affaires immobilières et du patrimoine.

2.2 Pièces générales propres à l'Assemblée nationale

- 5) Le cahier des clauses générales applicables aux marchés publics de l'Assemblée nationale (CCG-AN) ;
- 6) La charte graphique de l'Assemblée nationale ;
- 7) Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) « Couverture » ;

2.3 Autres pièces générales

- 8) Le CCAG-Travaux (cahier des clauses administratives générales des marchés de travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié, en vigueur à la date de remise des offres. Ce document n'est pas joint au présent marché mais est réputé être connu par le titulaire. Il est consultable sur le site de Légifrance.

2.4 Pièces fournies par le titulaire

- 9) Le mémoire technique présenté sous la forme d'un cadre de réponse technique (CRT).

Ces documents, dont les exemplaires conservés par l'administration font seuls foi, sont hiérarchisés : en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre où elles sont mentionnées.

ARTICLE 3 – RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE

3.1 – Acheteur

L'acheteur est l'Assemblée nationale représentée par le Collège des Questeurs.

Le **maître d'ouvrage** est le Collège des Questeurs de l'Assemblée nationale. Le représentant de la maîtrise d'ouvrage pour le suivi administratif, juridique et financier du présent accord-cadre est le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine de l'Assemblée nationale.

La **maîtrise d'œuvre** est assurée par la direction des Affaires immobilières et du patrimoine (DAIP). Toutefois, pour certaines opérations, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité de recourir à un maître d'œuvre extérieur.

La **coordination en matière de sécurité et de protection de la santé** (SPS) est assurée par deux coordonnateurs SPS de la direction des Affaires immobilières et du patrimoine de l'Assemblée nationale.

La **coordination pour le système de sécurité incendie** est assurée par la DAIP. Toutefois, dans certaines opérations, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité de recourir à un coordonnateur SSI extérieur.

La **brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP)** détachée à l'Assemblée nationale est compétente pour établir les permis feu et poussières, contrôler les travaux thermiques, faire arrêter les tâches ou travaux pouvant induire des risques d'incendie et réaliser des rondes quotidiennes.

Un **contrôleur technique** peut être désigné par le maître de l'ouvrage pour l'exécution de certaines opérations. La décision est prise lors de l'établissement du bon de commande concerné.

La liste nominative et les coordonnées des personnels de l'Assemblée nationale, correspondants du titulaire, sont communiquées après notification de l'accord-cadre.

3.2 Représentants du titulaire

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne en son sein un responsable chargé de le représenter auprès du pouvoir adjudicateur pour les besoins de son exécution.

Le représentant que le titulaire aura désigné, en qualité de responsable de l'exécution des prestations, a la capacité suffisante à agir pour le compte du titulaire. Il devra être facilement joignable par téléphone et courrier électronique et présent à l'ensemble des réunions auxquelles il sera dûment convoqué.

Le titulaire s'engage à informer sans délai l'acheteur de toute modification de l'interlocuteur désigné.

Lorsqu'une personne nommément désignée pour exécuter les prestations n'est plus en mesure d'accomplir ses tâches, le titulaire doit procéder à son remplacement dans un délai de sept (7) jours à compter du premier jour de l'absence, par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue. Le remplacement doit être agréé par la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, les services de la DAIP se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision ait à être justifiée.

Sauf acceptation préalable de la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification

3.3 Formes des notifications entre les parties

En application de l'article 3.1.1 du CCAG-Travaux, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite soit par courrier postal avec accusé de réception, soit par courrier électronique avec accusé de réception, aux adresses indiquées dans l'acte d'engagement du titulaire, dès lors que la transmission de ce courrier électronique permet de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

ARTICLE 4 – PÉRIODES D'ACTIVITÉ ET CONTRAINTES INHÉRENTES AU FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'activité de l'Assemblée nationale se déroule tout au long de l'année et recouvre notamment :

- des séances publiques ;
- des réunions de commissions ;
- des réunions de groupes politiques ;
- des réceptions ;
- des expositions ;
- des visites guidées ;
- des événements particuliers (Journées européennes du patrimoine, Fête de la musique...) ;
- et des travaux divers.

L'Assemblée nationale siège non seulement les jours et les heures ouvrables mais également en séances de nuit et, parfois, le samedi et le dimanche.

Les travaux réalisés au titre du présent accord-cadre s'exécutent tout au long de l'année. Ils peuvent être réalisés en milieu occupé, et dans certains cas à l'intérieur de sites de grande valeur historique et patrimoniale.

Cet accord-cadre est susceptible de connaître de grandes fluctuations d'activité, les interventions ayant essentiellement lieu lors des périodes de suspension des travaux parlementaires.

4.1 Périodes de suspension des travaux parlementaires

Les périodes de suspension des travaux parlementaires ont généralement lieu chaque année :

- pour une durée d'environ six semaines entre fin juillet et début septembre ;
- pour une durée de deux à trois semaines, pendant les vacances de fin d'année ;
- pour une durée d'une semaine, pendant les vacances d'hiver ;
- pour une durée de deux semaines pendant les vacances de printemps.

Ces périodes de suspension des travaux parlementaires sont mises à profit pour renforcer la réalisation de travaux lourds ou délicats dans des zones où ils sont inenvisageables en période d'activité parlementaire.

Ces périodes sont donc qualifiées de « périodes de surcroît d'activité » pour le titulaire de l'accord-cadre (elles concentrent environ 2/3 de l'activité).

Ces périodes de suspension, ainsi que leur durée, sont susceptibles de modifications en fonction du calendrier parlementaire. L'Assemblée nationale peut également être convoquée en session extraordinaire. Le titulaire devra donc s'adapter aux contraintes du calendrier de travail du Parlement. Le calendrier prévisionnel de la session ordinaire en cours est publié sur le site de l'Assemblée nationale : <https://www2.assemblee-nationale.fr/static/16/seance/calendrier.pdf>.

Lors des périodes de surcroît d'activité, la présence permanente d'un responsable ayant qualité de chef de chantier, assurant l'encadrement des chefs d'équipe, des ouvriers et des sous-traitants chargés de l'exécution des travaux, est nécessaire et requise afin notamment de garantir le respect des délais.

4.2 Périodes pendant lesquelles se déroulent les travaux parlementaires

Durant ces périodes, et dans les zones dédiées spécifiquement à l'activité et au travail des parlementaires, sont proscrites :

- les nuisances sonores ;
- les prestations génératrices de poussière ;
- les nuisances olfactives ;
- plus généralement, tout type de nuisance.

Sans que cette liste ne soit exhaustive, les contraintes horaires qui s'imposent au titulaire de l'accord-cadre sont les suivantes :

- dans les locaux à usage de bureaux ou zones proches de ces derniers, les prestations générant des nuisances, principalement sonores, sont généralement à organiser le matin avant neuf heures du matin (9h00) ou durant la pause déjeuner. Ces locaux sont principalement concentrés au Palais-Bourbon (zone dite Colbert et cour d'Honneur) et ponctuellement dans les immeubles sis au 95 et 110 rue de l'Université, 233 boulevard Saint-Germain, 33 et 35 rue Saint-Dominique et 3 rue Aristide Briand ;
- dans les locaux à usage d'hébergement ou locaux proches de ces derniers, les prestations générant des nuisances sont généralement non admises avant neuf heures du matin (9h00). Ces locaux se concentrent principalement dans l'ensemble immobilier Jacques Chaban-Delmas (101-103 rue de l'Université), au 32 rue Saint-Dominique et dans les bâtiments du Palais-Bourbon tels que le Petit Hôtel, l'Hôtel de Lassay et l'Hôtel de la Questure.
- dans les locaux à usage de restauration ou de réception et zones proches de ces derniers, les prestations générant des nuisances ne sont pas admises lors des horaires nécessaires à la préparation et la tenue de ces réceptions qui peuvent être organisées à toute heure de la journée. Ces locaux sont situés dans les niveaux supérieurs de l'immeuble Jacques Chaban-Delmas, du rez-de-chaussée du 233 boulevard Saint-Germain et au Palais-Bourbon à l'Hôtel de Lassay, à l'Hôtel de la Questure et au Petit Hôtel ;
- dans les zones dites sensibles - périmètre sacré, nodal, salles de réunion et zones proches de ces dernières, ces prestations sont le plus souvent à programmer les lundis et vendredis, ainsi que les jours ouvrés précédant ou suivant un jour férié « pont », ou le matin avant huit heures et trente minutes (8h30) et le midi lors des interruptions de séance.

À ces restrictions horaires s'ajoutent d'autres obligations imposant des adaptations et générant parfois des interruptions dans le déroulement des travaux. Elles concernent principalement :

- l'interdiction de stationnement de véhicules les jours de séance ou de visites officielles ;
- des rangements, repliements et nettoyages des abords des chantiers pour répondre à des impératifs de passages, de visites, ou pour tous autres motifs.

Le titulaire peut suivre le calendrier des séances sur le site de l'Assemblée nationale : <https://www.assemblee-nationale.fr/agendas/conference.pdf?refresh=true>.

ARTICLE 5 – EMISSION DES BONS DE COMMANDE

5.1- Modalités d'émission des ordres de service

L'accord-cadre s'exécute aux moyens d'ordres de service valant bons de commande précisant la nature, la quantité, le délai de réalisation et le montant des prestations qui sont demandées par l'Assemblée nationale.

Est habilité à signer les bons de commande le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine de l'Assemblée nationale ou son représentant.

Les ordres de service sont notifiés par l'Assemblée nationale au titulaire sur la base des prix définis dans les conditions prévues à l'article 7 du présent CCAP.

Les ordres de service sont notifiés par messagerie électronique au titulaire, qui doit en accuser réception. La date de l'accusé de réception vaut date de notification de l'ordre de service.

5.2- Émission des devis

Préalablement à l'établissement de l'ordre de service valant bon de commande, l'Assemblée nationale convoque le titulaire sur les lieux où se dérouleront les travaux, soit lors des réunions hebdomadaires, soit par courriel, afin de relever et/ou vérifier les cotes et les quantités à mettre en œuvre.

Cette demande précise :

- la référence du marché ;
- la désignation des travaux demandés ;
- le délai de réalisation ;
- tout autre élément utile.

À compter de cette visite, le titulaire dispose **d'un délai maximal de deux (2) jours ouvrables pour remettre à la DAIP un devis** récapitulant les quantités et leur appliquant les prix figurant au bordereau de prix unitaires. Ce devis est accompagné de photo horodatées explicitant les travaux à accomplir. Le titulaire joint les fiches techniques des matériels et matériaux. Il joint également un planning succinct d'exécution et détaille les prestations sous-traitées qui doivent obligatoirement être déclarées.

Les devis du titulaire comportent :

- les nom et adresse du titulaire ;
- un identifiant et une date ;
- la référence de l'accord-cadre (numéro de l'accord-cadre) ;
- la référence du devis ;
- le service émetteur de la demande de prestation ;
- la désignation de la prestation (par référence à l'annexe financière de l'acte d'engagement) ;
- le prix unitaire hors taxe des prestations et/ou fournitures ;
- le montant total hors taxes des prestations et/ou fournitures ;
- le taux et le montant des taxes appliquées au montant des prestations et/ou fournitures ;
- le montant toutes taxes comprises des prestations et/ou fournitures,
- la date et/ou le délai d'exécution de la prestation ainsi que le lieu d'exécution ;
- la signature de la personne habilitée à engager la société.

Si la prestation nécessite l'intervention d'un sous-traitant, le devis du titulaire doit impérativement le préciser et une déclaration de sous-traitant doit être jointe au devis.

Si l'offre est acceptée, l'Assemblée nationale transmet au titulaire un ordre de service.

5.3 – Contenu des ordres de service

Chaque ordre de service valant bon de commande précise notamment :

- la référence de l'accord-cadre (intitulé et numéro) ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des prestations commandées ;
- la désignation du lieu d'exécution le cas échéant ;
- les dates de début et de fin, ainsi que la durée d'exécution des prestations ;

- les prix unitaires H.T et TTC de chaque prestation;
- les quantités commandées et le prix total ;
- le montant total HT et TTC de l'ordre de service;
- tout autre renseignement utile.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-Travaux, le titulaire dispose alors d'un délai de délai d'un jour ouvrable, à compter de la notification de l'ordre de service, pour présenter ses observations et/ou réserves sur les prescriptions de celui-ci, notamment relative à sa capacité à respecter ledit délai. Il les présente par tout moyen écrit permettant d'attester de la date certaine de réception (mail, télécopie ou lettre recommandée avec accusé de réception). Passé ce délai, celui-ci est réputé disposer de toutes les informations nécessaires à la réalisation des prestations. Le titulaire se conforme aux ordre de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient fait ou non l'objet d'observations de sa part.

5.4 – Délais d'intervention et d'exécution

L'ordre de service valant bon de commande émis par l'Assemblée nationale précise le délai de réalisation des travaux et peut, le cas échéant, comporter un calendrier détaillé d'exécution (études d'exécution, délais d'approvisionnement, intervention sur le site pour travaux en rapport avec d'éventuels autres corps d'état, réception, évacuation, etc.).

Le titulaire dispose alors d'un délai d'un jour ouvrable, à compter de la réception de l'ordre de service, pour émettre une réclamation relative à sa capacité à respecter ledit délai ; à défaut, il est réputé l'accepter.

Les délais mentionnés dans les ordres de service émis par l'Assemblée sont réputés intégrer les contraintes de fonctionnement de l'institution (calendrier parlementaire, amenant à concentrer les travaux sur certaines périodes ou à limiter leur visibilité extérieure) et le souci de minimiser la gêne aux occupants (notamment en cas de manifestation officielle).

5.5 -Annulation ou modification d'un ordre de service

L'Assemblée nationale peut à tout moment annuler ou modifier, totalement ou partiellement, un ordre de service, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution. Le chantier peut être arrêté à tout moment, avec ou sans préavis, pour une durée qui pourra varier d'une heure à plusieurs jours.

La matérialité de ces arrêts (durée de l'arrêt et nombre de personnes concernées) devra obligatoirement faire l'objet d'un constat contradictoire contresigné par le représentant de la DAIP et l'entreprise.

Si la modification ou l'annulation de l'ordre de service n'est pas liée à une faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'acheteur. En pareille hypothèse, le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

5.6 – Travaux en urgence

Lorsque l'ordre de service émis par l'Assemblée nationale indique que les travaux demandés constituent une intervention en urgence, le titulaire s'engage à mettre immédiatement en œuvre l'ensemble des moyens dont il dispose dans les meilleurs délais.

En tout état de cause, le délai d'intervention sur site pour la réalisation des travaux demandés devra être **inférieur à 4 heures** à compter de la réception de l'appel par le titulaire.

En cas d'incident grave mettant en cause le fonctionnement de l'Assemblée nationale ou l'intégrité des bâtiments justifiant la réalisation de travaux immédiats, le titulaire devra répondre à une demande d'intervention dans les conditions définies à l'article 5.2 du présent CCTP.

6.1 Désignation de sous-traitants en cours d'exécution

Lorsque le titulaire de l'accord-cadre entend recourir à un sous-traitant en cours d'exécution, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale.

La demande d'agrément devra être accompagnée des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4¹ (dans la dernière version en vigueur) dûment complété et signé en original par les deux parties, et comportant :
 - la désignation précise des prestations sous-traitées ;
 - le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
 - une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct (voir modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
3. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant, par la production des pièces exigées du titulaire dans les conditions fixées par le règlement de la consultation du présent marché ;
4. Les coordonnées bancaires du sous-traitant via la transmission d'un relevé d'identité bancaire ou postal ;
5. Attestations de régularité sociales et fiscale ;
6. Attestation d'assurance en cours de validité ;
7. Le cas échéant, en cas de recours à des salariés détachés, les justificatifs exigés à l'article L. 1262-2-1 du code du travail, ou **à défaut une attestation sur l'honneur indiquant que le candidat n'est pas concerné** ;
8. Le cas échéant, et en application des articles L. 8254-1 et D. 8254-2 à 5 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2 2° du même code (cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ; ou **une attestation sur l'honneur indiquant ne pas être concerné** ;
9. Une attestation sur l'honneur de ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ;
10. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance », ou une mainlevée bancaire.

¹ Modèle fourni dans le DCE ou disponible sur demande à daip.marches@assemblee-nationale.fr

La demande d'agrément du sous-traitant devra être envoyée par courriel à l'adresse suivante : daip.marches@assemblee-nationale.fr.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature par l'acheteur de l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Tout dossier incomplet ne sera pas traité. Le délai des 21 jours, sera suspendu jusqu'à ce que le dossier complet soit transmis et validé par le service concerné.

6.2 Conditions d'intervention des sous-traitants

Le sous-traitant dûment accepté et agréé ne pourra intervenir sur le chantier sans avoir préalablement transmis son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) au coordonnateur SPS de l'Assemblée nationale.

Conformément à l'article R. 4532-60 du code du travail, le titulaire est tenu de remettre à son sous-traitant un exemplaire du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC SPS).

6.3 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le paiement des sous-traitants se fait dans les conditions prévues aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Le titulaire joint au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Rappel : les cessions de créances ou nantissement peuvent faire obstacle au paiement direct des sous-traitants. Il est de ce fait impératif de restituer l'exemplaire unique délivré en vue du nantissement ou de la cession de créances, ou la transmission d'une mainlevée bancaire, lorsque le titulaire envisage de sous-traiter une partie de ses prestations. La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est : Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale, 126 rue de l'Université, 75355 Paris 07 SP

Pour les sous-traitants d'une entreprise du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

6.4 Non déclaration d'un sous-traitant

Conformément aux dispositions de l'article 3.6 du CCAG-Travaux, la déclaration d'un sous-traitant et son agrément par l'Assemblée nationale doivent impérativement avoir lieu préalablement avant toute intervention sur le chantier.

En cas de non déclaration dûment constatée, le titulaire de l'accord-cadre se verra infliger la pénalité prévue à l'article 11.2.2 du présent CCAP ; celui-ci se verra automatiquement interdire l'accès au chantier tant que sa situation n'aura pas été régularisée.

7.1– Prestations fournies gratuitement au titulaire

Outre les facilités dont bénéficie le titulaire pour l'exécution des prestations et son installation dans les conditions prévues dans le CCTP et le CCG-AN, l'Assemblée nationale fournira à titre gratuit les prestations suivantes : eau et électricité, aux points de branchement indiqués.

Par ailleurs, un lieu de stockage sera mis à disposition.

7.2-Contenu et caractéristiques des prix

Le CCTP précise les moyens mis à la disposition du titulaire ainsi que les prestations incluses dans les prix unitaires.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, les prix unitaires comprennent tous les frais afférents à l'exécution de la prestation (études, échantillons, approvisionnement, déplacement, moyens de protection individuelle et/ou collective, etc.), main d'œuvre, fournitures, matériels, mesures de protection sanitaire, charges et sujétions du titulaire et tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison et au traitement des déchets. Ils sont également réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant les prestations.

L'ensemble des matériels et fournitures nécessaires à l'exécution du marché est à la charge des titulaires, sauf lorsqu'il est expressément mentionné que l'Assemblée nationale les prend à sa charge. Les titulaires ne peuvent faire valoir leur méconnaissance de la présente disposition pour refuser d'assurer les fournitures prescrites dans le présent accord-cadre.

Les travaux sont exécutés au moyen de bons de commande. Ils sont rémunérés par application aux quantités commandées et exécutées des prix unitaires HT fournis par le titulaire à l'appui de son offre via le bordereau des prix unitaires (BPU), majorés des taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Les prix unitaires sont réputés conclus en « **coût complet** » : ils comprennent l'ensemble des frais afférents à l'exécution des prestations définies au CCTP et dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

D'autres prestations, non décrites au BPU mais comprises dans l'objet de l'accord-cadre, peuvent être commandées auprès du titulaire. Les prix de ces prestations correspondent aux prix d'achat des fournitures nécessaires à la prestation ainsi qu'au coût de la main d'œuvre (article 7 du BPU).

7.3 -Variation du prix

Les prix sont révisables annuellement à la date de notification du présent accord cadre.

Par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG-Travaux, les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'acte d'engagement par le titulaire, appelé « mois zéro » (M0). En cas de recours à une phase de négociation durant la consultation, la date prise en compte sera la date de signature de l'acte d'engagement final.

En cas de passation d'un avenant, les prix nouveaux établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques au mois d'établissement des prix de l'avenant, le mois M0 correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché.

Les indices de référence choisis en raison de leur structure pour la révision des prix sont les suivants :

- **BT30**_Couverture en ardoises de schiste - Base 2010

- **BT34**_Couverture en zinc et en métal (sauf cuivre) - Base 2010
- **IPP Cuivre** (prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 24.44 - Cuivre- Prix de marché) (base 2021), Données mensuelles brutes – Identifiant 010764192
- **ICHT-F** (coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Construction (base 100 en décembre 2008), identifiant 001565188

Ces indices sont publiés mensuellement dans le Bulletin officiel de l'INSEE et dans Le Moniteur des Travaux Publics.

La révision de prix est effectuée par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient « C » de révision donné par la formule :

$$P_n = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times (0,20 \times (BT30_n/BT30_0) + 0,20 \times (BT34_n/BT34_0) + (0,20 \times (IPP\ Cuivre_n/IPP\ Cuivre_0) + (0,40 \times (ICHT-F_n/ICHT-F_0)))]$$

dans laquelle :

- P_0 représente le prix initial du marché
- P_n représente le prix révisé

$BT30_0$ est la valeur du dernier index définitif publié au mois M0 (mois d'établissement du prix) de l'indice de prix des couvertures en ardoise ;

$BT30_n$ est la dernière valeur du dernier index définitif publié à la date anniversaire de l'accord-cadre ;

$BT34_0$ est la valeur du dernier index définitif publié au mois M0 (mois d'établissement du prix) de l'indice de prix des couvertures en zinc ;

$BT34_n$ est la dernière valeur du dernier index définitif publié à la date anniversaire de l'accord-cadre ;

$IPP\ Cuivre_0$ est la valeur du dernier index définitif publié au mois M0 (mois d'établissement du prix) de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 24.44 - Cuivre- Prix de marché (base 2021);

$IPP\ Cuivre_n$ est la dernière valeur du dernier index définitif publié à la date anniversaire de l'accord-cadre ;

$ICHT-F_0$ est la valeur du dernier index définitif publié au mois M0 (mois d'établissement du prix) de l'indice du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Construction (base 2008) ;

$ICHT-F_n$ est la dernière valeur du dernier index définitif publié à la date anniversaire de l'accord-cadre.

Arrondis : lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs seront effectués avec au maximum quatre décimales et arrondis au millième supérieur

En cas de fin de la série d'indice, la série de remplacement sera utilisée, assortie au besoin d'un coefficient de raccordement.

En cas de disparition de la série sans remplacement, un nouvel indice sera proposé au titulaire ; celui-ci aura la faculté de présenter des observations sur le nouvel indice dans un délai de dix jours calendaires à compter de la communication du nouvel indice. L'indice retenu sera réputé accepté à l'expiration de ce délai. En cas de désaccord de la part du titulaire, celui-ci pourra proposer l'utilisation d'un autre indice. La décision finale reviendra alors à l'acheteur, qui communiquera l'indice de remplacement à utiliser au titulaire.

Afin de suivre la bonne révision des prix pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire remettra, la semaine suivant la date d'anniversaire de notification de l'accord-cadre, un document reprenant la totalité des prix du BPU, coefficient de révision appliqué.

Après accord de l'Assemblée nationale, les prix ainsi révisés s'appliqueront sur la nouvelle année d'exécution.

7.4 - Prestations similaires

L'acheteur pourra recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent accord-cadre, tel que prévu par l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, sans que cela n'amène au dépassement du montant maximum de l'accord-cadre.

ARTICLE 8 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

8.1- Retenue de garantie et cautionnement

Dans le cas de travaux commandés d'une durée supérieure à un mois et d'un montant supérieur ou égale à 50 000€ HT, une retenue de garantie de 5 % sera prélevée sur le montant de chaque acompte. Conformément à l'article R. 2191-33 du code de la commande publique, ce taux est de 3 % lorsque le titulaire est une petite et moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission européenne n°2003/361/CE du 6 mai 2003.

Cette retenue sera restituée à l'expiration de la période de garantie de l'ensemble des travaux du bon de commande concerné, conformément à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

L'attention du titulaire est appelée sur le fait que l'Assemblée nationale préconise que cette retenue de garantie soit remplacée par une garantie à première demande. Il ne sera, en revanche, pas accepté de caution personnelle et solidaire en remplacement de la retenue de garantie.

8.2- Avance

Une avance est accordée au titulaire (ou groupement) dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse à l'article 7 de l'acte d'engagement de l'accord cadre.

L'avance sera versée au titulaire dans les conditions prévues aux R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique, à savoir pour chaque bon de commande supérieur à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du bon de commande concerné, ou à 30 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Lorsqu'une partie du bon de commande est sous-traitée, le montant initial du bon de commande est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le mandatement de l'avance interviendra dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification du bon de commande portant commencement d'exécution des travaux au titre desquels est accordée cette avance.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués par le titulaire qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

ARTICLE 9 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT

9.1 Mode de règlement

Les prestations sont payées au titulaire conformément aux règles de la comptabilité de l'Assemblée nationale.

Le règlement sera effectué dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture, par application du taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

9.2– Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

Tout courrier relatif à une cession de créance sera adressé, par lettre recommandée avec accusé de réception, à Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale, 126 rue de l'Université, 75355 Paris 07 SP.

9.3– Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

En cas de groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, ou le cas échéant à payer sur le compte unique de groupement.

9.4– Présentation des demandes de paiement

9.4.1 Modalités de transmission des factures

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures électroniques de l'Assemblée

nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution de l'accord-cadre.

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

Une facture transmise en dehors de ce portail sera systématiquement rejetée par les services de l'Assemblée nationale. Une information sera envoyée au prestataire lui demandant de se conformer à cette obligation.

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct ou d'un de ses cotraitants à leur obligation de transmission des factures via ce portail, l'Assemblée nationale peut lui appliquer la pénalité prévue à l'article 11.2.2 du présent CCAP.

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire dans les conditions prévues à l'article 13 du présent CCAP, l'accord-cadre pourra être résilié.

9.4.2 Modalités de facturation

Les projets de décompte afférents à chaque bon de commande sont accompagnés, le cas échéant, des factures des sous-traitants, et présentés selon le modèle fourni au titulaire au début de l'accord-cadre.

La facturation est établie après service fait. Elle est mensuelle en cas de travaux dont la durée est supérieure à trois mois.

Les demandes de paiement sont présentées selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG-Travaux et doivent porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

1. le nom ou la raison sociale du créancier ;
2. Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
3. la référence de l'accord-cadre (intitulé et numéro) ;
4. la date et le numéro du bon de commande ;
5. la nature et la quantité prestations commandées ;
6. la date et la désignation du lieu d'exécution ;
7. les montants unitaire HT et taux de TVA légalement applicables ;
8. le montant total TTC des prestations exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
9. la date de facturation ;
10. le montant net à payer ;
11. le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients de révision des prix.
12. le nom du service destinataire ;

9.4.3 Le cas échéant, demande de paiement finale sur un bon de commande

Toutefois, par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception sans réserve.

Si la réception est assortie de réserves, le titulaire transmettra son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de 30 jours à compter de la décision du pouvoir adjudicateur de lever l'ensemble des réserves dont était assortie la réception.

Par dérogation aux délais indiqués à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le décompte général est notifié au titulaire à la plus tardive des deux dates ci-après :

- **45 jours** à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ;

- **45 jours** à compter de la réception par l'acheteur de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Par dérogation au 6^{ème} alinéa de l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, le titulaire ne peut se prévaloir d'un décompte général devenu tacitement définitif.

ARTICLE 10 – PRÉPARATION, EXÉCUTION ET CONTRÔLE DES TRAVAUX

10.1– Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, chaque ordre de service précise s'il est prévu une période de préparation de chantier et indique, le cas échéant, sa date de démarrage et sa durée.

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques devant être établis par le titulaire du marché sont soumis, avec les notes de calcul correspondantes, au visa de l'Assemblée nationale, dans les conditions prévues au CCG-AN.

10.2– Produits de démolition

Les sujétions de dépose et le tri sélectif des produits de démolition ou de démontage sont précisés dans le CCG-AN et sont incluses dans les prix de l'accord-cadre.

10.3– Horaires de travail

Les horaires normaux d'exécution des travaux sont compris, en semaine, du lundi au vendredi, entre 6 heures et 20 heures.

Le titulaire devra prendre en compte le calendrier des travaux parlementaires (et notamment les horaires de séance publique) afin de planifier certaines interventions : travaux lourds et bruyants.

En tout état de cause, il devra respecter la date de livraison impérative des travaux figurant dans le bon de commande ou l'ordre de service.

10.4– Arrêts de chantier

Le titulaire de l'accord-cadre est informé du fait que, sur simple demande écrite du maître d'ouvrage, et pour des raisons qui lui sont propres, un chantier peut être arrêté à tout moment, avec ou sans préavis, pour une durée qui peut varier d'une heure à plusieurs jours.

La matérialité de ces arrêts (durée de l'arrêt et nombre de personnes concernées) doit obligatoirement faire l'objet d'un constat contradictoire avec un représentant de la DAIP.

Si possible, le titulaire opère alors un redéploiement de ses effectifs vers d'autres chantiers en cours au sein de l'Assemblée nationale.

Les arrêts de chantier pour lesquels le titulaire aura été prévenu au moins 24 heures à l'avance (par tout moyen, notamment dans les comptes rendus hebdomadaires de chantier), ne peuvent donner lieu à indemnisation.

En revanche, si deux arrêts ou plus pour un même chantier, faisant chacun l'objet d'un constat contradictoire, ont lieu au cours de la même semaine en étant imposés sans respecter le préavis de 24 heures et sans qu'un redéploiement des effectifs vers d'autres chantiers ne soit possible (cette impossibilité de redéployer les effectifs étant elle-même constatée de façon contradictoire avec un représentant de la DAIP), le titulaire bénéficie d'une indemnité correspondant au taux horaire des personnes arrêtées multiplié par la durée de l'arrêt.

10.5– Participation aux réunions de l'Assemblée nationale

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu d'assister aux réunions (réunions hebdomadaires pour le suivi de l'accord-cadre, réunions préparatoires et réunions de chantier notamment) auxquelles il est convoqué par le directeur des Affaires immobilières ou son représentant. Le non-respect de cette disposition l'expose à l'application des pénalités prévues par le présent CCAP.

10.6– Accès aux locaux

L'accès aux locaux est réservé aux personnels du titulaire expressément autorisés par l'Assemblée nationale, qui leur délivre un titre d'accès personnel. Ce badge doit toujours être porté en apparence sur les vêtements. Le personnel du titulaire doit toujours se conformer strictement aux consignes et directives de sécurité émises par l'Assemblée nationale. Toute nouvelle demande de badge est assortie d'un délai d'instruction de 4 jours ouvrables. Ce délai doit être pris en compte par l'entreprise dans l'organisation de ses effectifs.

Les personnels du titulaire sont tenus de porter des vêtements distinctifs comportant de façon lisible le nom de l'entreprise.

10.7– Remplacement d'un membre du personnel

Lorsque le comportement d'un membre du personnel du titulaire nuit à la bonne exécution de l'accord-cadre ou contrevient aux règles de sécurité décrites dans les pièces contractuelles, l'Assemblée nationale se réserve le droit, sans préjudice des pénalités qui pourraient être appliquées, d'exiger le remplacement immédiat de cette personne.

10.8– Réception des travaux – documents à fournir après exécution

La procédure de réception se déroule conformément à l'article 41 du CCAG-Travaux, complété par les dispositions de l'article 11 du CCG-AN.

La remise du dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) et du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (D.I.U.O.) interviendra dans les conditions prévues à cet effet par les articles 6.3 et 6.4 du CCG-AN.

10.9– Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus dans le CCTP ainsi que dans les fascicules des D.T.U. Travaux sont assurés par le titulaire à la diligence du maître d'ouvrage ou de son représentant.

10.10– Garantie et provenance des matériaux

Le titulaire garantit les produits contre tout vice de conception, de matière ou de réalisation. Il fournit des matériels conformes aux normes françaises et européennes (ou équivalents) et conformes aux normes d'utilisation. En cas de vice caché, le titulaire remplace la partie de matériel ou tout le matériel livré dans un délai de 48 heures.

En cas de défectuosité, outre l'échange des matériels, le titulaire effectue ou fait effectuer à ses frais les opérations de démontage, manutention, stockage, transport et remontage.

Lorsque le CCTP mentionne des prescriptions techniques relatives à certains types de matériaux, produits et composants de construction, le titulaire a la possibilité de proposer, lors de la remise de son offre ou du devis, puis en cours d'exécution du bon de commande, des produits, matériels et équipements de niveau technique équivalent, à condition d'en apporter la preuve expresse. Le titulaire doit s'assurer de manière impérative que les matériaux, produits et équipements qu'il fournit sont conformes aux spécifications contenues dans le CCTP et compatibles avec les installations existantes sur le site de l'Assemblée nationale. Le recours à des produits, matériels et équipements équivalents à ceux prescrits ne peut avoir lieu que sur approbation expresse et préalable de la maîtrise d'ouvrage de l'Assemblée nationale.

10.11– Gestion des déchets de chantier

Le titulaire effectue les opérations de collecte, tri et évacuation des déchets créés par les travaux objet de l'accord-cadre dans les conditions prévues par la réglementation et le CCG-AN.

Le titulaire fournit au maître d'ouvrage les éléments de cette traçabilité, et notamment les bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Il remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire. Le titulaire doit utiliser la plateforme Trackdéchets conformément à l'article 7.3.2 du CCG-AN.

En cas d'absence de production des éléments susmentionnés, le titulaire se verra appliquer la pénalité prévue à l'article 11.2.2 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG-Travaux, lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction après ordre de service resté sans effet et mise en demeure du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de sept jours calendaires après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

ARTICLE 11 – MESURES COERCITIVES - PÉNALITES

11.1– Mesures coercitives

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, l'Assemblée nationale peut mettre le titulaire en demeure de se conformer aux dispositions de l'accord-cadre ou au bon de commande dans un délai fixé dans le courrier de mise en demeure. Ce délai ne peut, sauf en cas d'urgence avérée, être inférieur à 48 heures courant à compter de l'heure de la réception, par le titulaire, de la mise en demeure.

Si le titulaire n'a pas déféré à cette mise en demeure, l'Assemblée nationale pourra faire exécuter les prestations par une autre entreprise, aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas d'un groupement conjoint, dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, les dispositions de l'article 52.7 du CCAG-Travaux sont applicables sous réserve des dérogations décrites ci-dessous.

Par dérogation à l'article 52.7.1 du CCAG-Travaux, la mise en demeure produit ses effets sans qu'il soit besoin d'une mention expresse à l'égard du mandataire. Si le membre du groupement défaillant n'a pas déféré à la mise en demeure dans le délai imparti, le mandataire est tenu de se substituer à lui dans les 5 jours calendaires suivant l'expiration de ce délai.

Par dérogation à l'article 52.7.2 du CCAG-Travaux, si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du groupement, il est mis en demeure d'y satisfaire suivant les modalités définies à l'article 52.1 du CCAG-Travaux. Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invite les membres du groupement à désigner un autre mandataire parmi les autres membres du groupement, dans les 10 jours calendaires suivant l'expiration de ce délai.

En l'absence de désignation dans le délai imparti, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement. Le nouveau mandataire, une fois désigné, est substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

11.2– Pénalités

11.2.1 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, l'Assemblée nationale pourra appliquer, sur simple constat de ses services (DAIP) ou de leurs représentants, les pénalités de retard suivantes :

Objet de la pénalité	Montant	Unité
Retard dans la réalisation d'une visite ou dans l'établissement des devis (article 5.2 du présent CCAP)	200 euros	Par jour calendaire de retard
Retard dans l'exécution des travaux à compter des délais indiqués dans le bon de commande ou dans l'ordre de service	200 euros	Par jour calendaire de retard
Retard dans la remise d'un document : document préalable à l'établissement de l'ordre de service, des bons de commande, demande de badge et d'accès véhicule, plan d'exécution, PPSPS, D.O.E., etc.	100 euros	Par jour calendaire de retard
Retard dans la remise des documents de traçabilité de la gestion des déchets mentionnés à l'article 10.11 du présent CCAP (bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets, des constats d'évacuation des déchets, etc.)	50 euros	Par document et par jour calendaire
Non-respect des délais de remise des documents	200 €	Par document et par jour calendaire
Non-respect des délais dans la remise des documents relatifs aux prestations préparations (article 4 du CCTP)	400 €	Par document et par jour calendaire
Non-respect du délai d'interventions non urgentes en période d'heures et jours ouvrables (délais de l'article 5.2.2 du CCTP)	200 €	Par jour calendaire de retard
Non-respect du délai d'interventions urgentes en période d'heures et jours ouvrables (délais de l'article 5.2.2 du CCTP)	150 €	Par heure de retard
Non-respect du délai d'interventions hors période d'heures et jours ouvrables (astreinte) (délais de l'article 5.2.2 du CCTP)	250 €	Par heure de retard
Non-respect du ou des délais d'exécution indiqués sur l'ordre de service (par jour calendaire de retard)	200	Par jour calendaire de retard
Non-respect du délai de reprise des malfaçons en phase d'essais, vérifications et contrôles (article 6.2.5 du CCTP)	200 €	Par jour calendaire de retard

11.2.2 – Autres pénalités

L'Assemblée nationale pourra appliquer les pénalités suivantes :

Non-respect des engagements en moyens humains (absence d'encadrement, non qualification des intervenants) exposés dans le mémoire technique remis par l'entreprise	400 € (par cas constaté)
Non-respect de la procédure relative aux travaux par points chauds décrite à l'article 4.6 du CCG-AN	100 € (par cas constaté)
Absence à une réunion où le titulaire est convoqué	100 € (par cas constaté)

Manquement à la sécurité des personnes (travaux dangereux pour les compagnons et / ou les biens) ou des biens (notamment défaut de permis de feu et / ou de moyen de lutte contre l'incendie)	1 500 € (par infraction)
Non-respect des exigences en moyens humains (absence d'encadrement, non qualification des intervenants) définies à l'article 3.2. du CCAP et dans le cadre de réponse technique remis par l'entreprise	400 € (par cas constaté)
Absence de nettoyage quotidien du local mis à disposition de l'entreprise et des chantiers et de leurs abords et absence de nettoyage de fin de chantier (par jour calendaire)	100 € (par jour calendaire)
Anomalie dans la gestion du traitement des déchets	100 € (par cas constaté)
Non déclaration d'un sous-traitant (cette pénalité s'appliquera sans préjudice des autres dispositions du CCAG-Travaux relatives à la sous-traitance)	5 000 € (par cas constaté)
Tout manquement aux obligations de confidentialité et de protection des données à caractère personnel prévues aux articles 12.1 et 12.2 du présent CCAP	1 000 € (par cas constaté)
Manquement à l'obligation de dématérialisation des factures sur le portail de facturation électronique de l'Assemblée nationale	50 € (par cas constaté)
Non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, (par jour calendaire jusqu'à ce que le titulaire ait régularisé sa situation).	500 €

11.2.3 – Modalités d'application des pénalités

L'ensemble des pénalités mentionnées aux articles 11.2.1 et 11.2.2 du présent CCAP sont cumulables.

Par dérogation aux articles 19.2.1 à 19.2.4 et au deuxième alinéa de l'article 19.3 du CCAG-Travaux :

- Les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison du montant ;
- Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder **30 %** du montant total hors taxes du bon de commande ;
- Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités, il invite par écrit le titulaire à présenter ses observations. Ce courrier précise le ou les retards ou manquements concernés, le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. Ce délai ne peut être inférieur à **deux jours ouvrés**.

À défaut de réponse du titulaire dans le délai imparti, le maître d'ouvrage applique les pénalités.

Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ou le manquement ne lui est pas imputable, les pénalités s'appliquent. Les pénalités de retard sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré ;

- En cas de retard du titulaire dans la transmission des documents conformes à l'exécution (DOE., D.I.U.O., etc.), la pénalité forfaitaire est appliquée **sans mise en demeure** préalable du titulaire.

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

12.1– Obligation de confidentialité

Le titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de confidentialité concernant leur activité dans les locaux de l'Assemblée nationale conformément à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

En particulier, le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative aux dispositions architecturales et techniques des bâtiments et à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont

il pourrait avoir connaissance à l'occasion de la réalisation de ce marché. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Les plans généraux et d'exécution nécessaires à l'exécution des prestations sont propriétés de l'Assemblée nationale et ne peuvent être communiqués que sur autorisation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent marché, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public. Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au directeur de la direction des Affaires immobilières et du Patrimoine.

L'usage du logo et de l'identité visuelle de l'Assemblée nationale est prohibé, quel que soit le support.

Tout manquement à cette disposition est susceptible d'entraîner la rupture de marché, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles, pénales ou administratives.

12.2– Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 5.2 du CCAG-Travaux.

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat dans les conditions prévues à l'annexe 1 du présent CCAP.

ARTICLE 13 – RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Outre les cas prévus à l'article 50 du CCAG-Travaux, constituent des cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire avec, le cas échéant, exécution des prestations à ses frais et risques :

- le refus ou l'absence d'exécution d'une prestation ;
- le constat de défaillances répétées dans l'exécution des prestations de l'accord-cadre ;
- la remise à trois reprises d'un devis non conforme aux dispositions du présent accord-cadre ;
- la non-déclaration d'un sous-traitant prévue à l'article 6.4 du présent CCAP ;
- le non-respect des dispositions de l'article 12 du CCAP relatives à l'obligation de confidentialité et de protection des données personnelles ;
- l'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ;
- le manquement réitéré et persistant à l'obligation de transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article 9.4.1 du présent CCAP.

Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 52.1 du CCAG-Travaux, si l'un des cas prévus dans l'article 50 du CCAG-Travaux ou dans le présent article se produit, le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine informe le titulaire de la sanction envisagée par lettre recommandée avec accusé de réception et l'invite à présenter ses observations dans le délai fixé dans ladite lettre.

Le délai visé à l'alinéa précédent ne peut pas être inférieur à sept jours calendaires et court à partir de la date de réception de la lettre recommandée ou, le cas échéant, de l'envoi électronique.

En cas d'absence de réponse du titulaire dans le délai imparti, il est réputé avoir accepté la décision de l'Assemblée nationale.

Lorsque la mise en demeure est assortie d'un délai d'exécution, ce dernier est fixé dans la lettre recommandée adressée au titulaire.

ARTICLE 14 – RESPONSABILITÉS - ASSURANCES

14.1– Responsabilités

Le titulaire de l'accord-cadre, ses sous-traitants et ses fournisseurs sont responsables chacun en ce qui le concerne, de toutes les conséquences pécuniaires directes et indirectes de la responsabilité civile qu'ils encourrent en raison de leur activité dans la réalisation de leur part du présent accord-cadre.

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

À ce titre, il répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1244, 1788 à 1792-6 et 2270 du code civil.

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

14.2– Assurances à souscrire

14.2.1. – Responsabilité civile

Le titulaire, ou chaque co-traitant s'il s'agit d'un groupement, devra justifier de la souscription d'une police de Responsabilité Civile en vigueur.

Cette police aura pour objet de garantir tant pendant les travaux qu'après réception et ce, aussi longtemps que la responsabilité du titulaire peut être recherchée, les conséquences pécuniaires des responsabilités de toute nature pouvant lui incomber à raison de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers ou au maître d'ouvrage.

La garantie doit également être acquise du fait des travaux donnés en sous-traitance.

Les montants des garanties devront au minimum être de 1 000 000 € minimum par sinistre, tous dommages confondus.

Les montants indiqués ci-dessus s'entendent :

- par sinistre, avant réception ;
- par sinistre et par an, après réception, sauf en ce qui concerne la pollution accidentelle dont le montant s'entend par sinistre et par an.

Ces montants ne constituent pas une limitation de la responsabilité du titulaire ou de chaque co-traitant en cas de groupement.

Le titulaire ou chaque co-traitant s'il s'agit d'un groupement fera son affaire d'obtenir que ses sous-traitants soient titulaires de garanties suffisantes.

14.2.2. – Assurance décennale

Le titulaire, ou chaque co-traitant assujéti à responsabilité décennale s'il s'agit d'un groupement, devra justifier de la souscription d'une police de responsabilité civile décennale gérée en capitalisation en état de validité selon les modalités en vigueur au jour de la déclaration d'ouverture de chantier.

Le titulaire veillera à ce que ses polices d'assurance s'appliquent sans réserve pour les travaux objet du présent marché.

Ce contrat doit comporter les garanties :

- a) Responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil ;
- b) Dommages immatériels consécutifs à sinistres découlant des alinéas a) et b) ci-dessus,
- c) En cas de travaux sur existants, garantie avec extension aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction, non totalement incorporées aux ouvrages neufs au sens de l'article L. 243-1-1 du code des assurances ;

La police s'appliquera sans restriction ni limite, compte tenu à la fois des obligations figurant au contrat d'assurance, des caractéristiques techniques des travaux réalisés, ainsi qu'en cas d'utilisation de produits et/ou techniques et/ou procédés non courants et/ou non traditionnels.

Les garanties doivent également être acquises du fait des travaux donnés en sous-traitance.

Les montants de garanties devront être en accord avec les risques encourus et conformes aux clauses type en matière d'assurance construction. Ces montants s'entendent avec abrogation de la règle proportionnelle.

14.2.3. – Attestation d'assurance

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, le titulaire ou chaque co-traitant en cas de groupement fera parvenir au maître de l'ouvrage, avant notification du marché, une attestation d'assurance correspondant aux garanties exigées aux points 14.2.1 et 14.2.2 ci-dessus. Cette attestation devra être datée et signée par la personne dûment habilitée par l'assureur et mentionner :

- L'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance ;
- Les numéros, type et date d'effet du/ou des contrats ;
- Les qualifications, activités nature des travaux garantis ;
- La nature des garanties accordées, laquelle devra comprendre les garanties et montants précités.

14.2.4. – Paiement des primes

Le paiement des primes relatives aux assurances responsabilité civile professionnelle et responsabilité décennale visées ci-dessus est effectué par le titulaire ou chaque co-traitant en cas de groupement, directement auprès de la compagnie qu'il a choisie.

Le titulaire ou chaque co-traitant en cas de groupement devra pouvoir justifier à tout instant au maître de l'ouvrage du paiement de ses primes d'assurances ainsi que de celles de ses sous-traitants. Tout versement d'acompte, remboursement de retenue de garantie, ou règlement pour solde peut être subordonné à la production d'attestations des compagnies d'assurance, certifiant que l'intéressé a intégralement réglé les primes ou cotisations afférentes à ces assurances.

ARTICLE 15 – RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six (6) mois à compter de la notification du marché, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le co-contractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le co-contractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;
- 2° de l'article D. 8222-5 : Extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- Article D. 8254-2 : Liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement.

Les documents et attestations exigés doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française. Ils sont envoyés à l'adresse suivante : daip.marches@assemblee-nationale.fr.

En cas de retard dans la remise de ces documents et attestation, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité prévue à l'article 11.2.2 du présent CCAP.

Le refus de produire les pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail conformément au présent article expose le titulaire à voir le marché résilié à ses torts dans les conditions prévues à l'article 13 du présent CCAP.

ARTICLE 16 – CLAUSES DE RÉEXAMEN

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité de modifier l'accord-cadre en cours d'exécution, dans la limite des besoins rendus nécessaires par l'évolution du périmètre d'intervention, du lieu d'exécution ou des conditions matérielles d'exercice des prestations, liés notamment à l'intégration d'un nouvel immeuble sis 15 Quai Anatole France, dans le courant de l'année 2027.

Ces modifications pourront porter, sans que cette liste soit limitative, sur :

- la modification du lieu d'exécution des prestations ;
- l'ajout, la suppression ou l'adaptation de prestations rendues nécessaires par ces évolutions ;
- l'ajustement des modalités logistiques ou techniques induites par l'intégration d'un nouveau site.

L'Assemblée nationale informera le titulaire au moins trois mois à l'avance de son intention de modifier l'accord-cadre. La mise en œuvre de tout ou partie de ces stipulations fera l'objet d'un avenant précisant les prestations concernées, les délais d'exécution et les ajustements tarifaires correspondants.

Les conditions de facturation et de paiement resteront inchangées, sauf stipulations contraires prévues dans l'avenant.

ARTICLE 17 – CONTENTIEUX - LANGUES

Les documents et correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigés en français.

En cas de litige, la loi française est la seule applicable.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur, sous peine de forclusion, dans un délai de :

- **15 jours calendaires** courant à compter de la formulation d'une observation sur un bon de commande ou ordre de service émis par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage en cas de contestation d'un bon de commande ou d'un ordre de service
- **30 jours calendaires**, courant à compter de la notification du décompte général lorsque le différend porte sur le décompte général ou à compter du jour où le différend est formulé par écrit par l'une des parties pour tout autre différend.

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG-Travaux et le cas échéant, après avis du maître d'œuvre lorsqu'il est requis, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de **deux mois**, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Les litiges relatifs au présent marché sont soumis à la compétence du tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 18 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-Travaux :

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux ;
- L'article 5.3 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-Travaux ;
- L'article 7.3 déroge à l'article 9.4.4 du CCAG –Travaux ;
- L'article 9.4.3 déroge à l'article 12.3.2 et au 6^{ème} alinéa de l'article 12.4.4 du CCAG – Travaux ;
- L'article 10.1 déroge à l'article 28.1 du CCAG-Travaux ;
- L'article 10.11 déroge à l'article 37.2 du CCAG-Travaux ;
- L'article 11.1 déroge aux articles 52.1, 52.7.1 et 52.7.2 du CCAG-Travaux ;
- L'article 11.2.1 déroge à l'article 19.2 du CCAG-Travaux ;
- L'article 11.2.3 déroge aux articles 19.2.1 à 19.2.4 et au deuxième alinéa de l'article 19.3 du CCAG-Travaux ;
- L'article 13 déroge à l'alinéa 2 de l'article 52.1 du CCAG-Travaux ;
- L'article 14.2.3 déroge à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux ;
- L'article 17 déroge à l'article 55.1.2 du CCAG-Travaux.

ANNEXE 1 : PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (cf Fichier joint)